



# Horizon 2019 (4/4)

## Démographie, économie et climat

Eugène BERG | Ancien ambassadeur, dernier ouvrage : *À la recherche de l'ordre mondial. D'où venons-nous ?* (Éditions Apopsix, 2018, 468 pages).

### Démographie : l'urgence du long terme

« Il n'est de force que d'homme », disait Jean Bodin, père de la science politique. La perspective – pas si éloignée – d'un monde de 9 milliards d'habitants, avec tous les problèmes qui lui sont liés (évasement de la pyramide des âges, urbanisation croissante, concentration sur les zones côtières, non-remplacement des populations face à l'explosion démographique africaine, mouvements de populations, problèmes d'alimentation, santé, éducation, allongement de l'âge de départ à la retraite...) interpelle tous les acteurs internationaux. On sait l'impact qu'a provoqué, sur les scènes politiques européennes, l'arrivée « massive » de la vague migratoire de l'été 2015.

### L'Afrique, un continent en pleine croissance

Un seul chiffre illustre la spécificité de l'espace eurafricain. En 1950, l'Afrique représentait 9 % de la population mondiale ; en 2017, 16 % ; et, selon les projections, elle devrait représenter en 2050, le quart de la population mondiale, sur 20 % des terres émergées. Nous sommes confrontés, titre de deux articles dans *Ramses*, d'un côté au défi du vieillissement qui ne touche pas seulement les pays industrialisés développés et à l'explosion de la jeunesse africaine, où 15 % de la population a moins de 15 ans en moyenne continentale. De fait, « l'Afrique s'urbanise en restant pauvre » constate la Banque mondiale (*Ouvrir les villes africaines au monde*, février 2017). Ceci rend donc l'émigration inévitable, avec le cortège de problèmes que cela soulève, de part et d'autre. Car pour l'Afrique, on constate un *Brain Drain* (exode des cerveaux) et donc un appauvrissement. La question alimentaire suscite bien des débats (sur 7,6 Mds d'habitants, plus de 800 millions souffrent de faim chronique, dont 98 % dans les pays du Sud). D'où la nécessité de cesser d'exporter à vil prix les excédents de bas de gamme, de promouvoir une agriculture plus productive, plus résiliente, plus durable, au Sud, comme au Nord, de promouvoir les formes d'agricultures paysannes.

Dans la seconde édition mise à jour de l'*Atlas de l'Afrique, Un continent émergent ?*, ses auteurs se demandent quelle place occupera dans la mondialisation une Afrique peuplée de 2,45 milliards d'habitants en 2050, et entre 3,2 et 4,4 Mds



en 2100, face à l'émergence de l'Asie et le déclin relatif de l'Europe et des États-Unis ? Bien des problèmes aigus sont à régler qu'ils soient liés à l'éducation, la santé, l'urbanisation croissante, la nécessité d'une nette amélioration des infrastructures ou à un décollage industriel. Cependant, ce sont les questions environnementales qui apparaissent les plus préoccupantes. En effet, le continent africain, le plus tropical et le plus chaud de la Planète, n'émet que 3,2 % du CO<sub>2</sub> du monde mais sera le plus affecté par le dérèglement climatique, ce qui accentuera la désertification et la déforestation, provoquant un effet cumulatif. Or, bien des incertitudes subsistent surtout au niveau régional : le continent comporte 744 stations météorologiques dont la plupart fonctionnent mal et les projections reposent sur des bases peu solides.



La question des ressources hydriques est la plus préoccupante. L'Afrique dispose de 9 % des ressources mondiales, pour 15 % de la population : qu'en sera-t-il lorsque cette proportion aura doublé ? La situation du lac Tchad illustre l'acuité du problème. La population de son bassin, 50 millions en 2017 passera à 130 M en 2050, alors que son niveau déjà bas s'amenuise considérablement. Où trouver les 7 à 14 Mds – selon les options – pour le faire revivre et empêcher l'amplification des crises qui se propagent dans la région ? Par ailleurs, 250 M de personnes vivent et dépendent du Nil : son avenir est-il assuré ?

Face à ces nombreux défis, les initiatives ne manquent pas. Avec 300 grands projets en construction en 2015 pour une valeur de 375 Mds \$ (11 % du PIB régional), l'Afrique est un continent en chantier, où se heurtent parfois anciens et nouveaux partenariats. Si la Chine est depuis longtemps présente, la Russie y effectue un retour remarqué surtout en République centrafricaine (RCA). Peuplé de 12 M d'habitants, le Sahara est une charnière convoitée et mondialisée. L'Afrique est devenue le *hub* mondial des narcotrafics. Elle est entrée dans la mondialisation. Selon les Nations unies, la diaspora africaine compte plus de 36 M de membres (dont près de 20 M en Afrique) soit 3 % de la population africaine et 14 % des émigrés dans le monde, chiffre appelé à croître. Étant inégalement peuplé, le continent connaît ainsi de fortes migrations internes, puisque 19,3 M de migrants vivaient légalement en 2017 dans un État africain autre que celui de leur origine. Avec ses 20,3 M de réfugiés, les illégaux et les migrations internes à chaque État, les migrations intracontinentales représenteraient entre la moitié et les trois quarts des migrations africaines, ce qui serait de nature à relativiser partiellement l'idée répandue selon laquelle l'Afrique en crise se déversera sur nos banlieues.

Ainsi, les transferts d'argent des émigrés représentent jusqu'à 10 % du PIB du Cap Vert, 10,5 % du Sénégal ou 22 % du Lesotho, mais encore 6,1 % pour le

Maroc et 6,3 % pour l'Égypte, ce qui représente, pour ces pays, plus que l'aide publique consacrée au développement.

### La question migratoire

Ces questions démographiques conduisent à la brûlante question des migrations où se mêlent passions, principes, approches globales ou régionales, pays de départ et d'accueil. Dans la 5<sup>e</sup> édition de son classique *Atlas des migrations : Un équilibre mondial à trouver*, Catherine WIHTOL DE WENDEN, met l'accent sur quelques faits majeurs : en dix ans, le nombre de personnes déplacées a été multiplié par 3,5. Entre 2005 et 2017, le nombre des déplacés dans le monde est passé de 19,4 millions à près de 70 M ; plus de 350 000 personnes ont traversé la Méditerranée, plus de 5 000 y sont mortes en 2017 (32 000 entre 2000 et 2017) plus de 626 000 demandeurs d'asile dans les pays de l'UE qui, sur une population totale de 508 M d'habitants, compte 42 M d'étrangers.



Autrement, 2018, 96 pages

Aussi, constate *Ramses*, la distinction entre réfugiés et migrants est de moins en moins opérationnelle, elle ne prend pas en compte les nombreux déplacés à l'intérieur même de leur pays. En Syrie, 65 % de la population est en situation de déplacement forcé, 6,3 M sont réfugiés (dont 1 M au Liban et 3,5 M en Turquie, qui a dépensé 30 milliards de dollars pour assurer leur accueil et séjour), et 6,2 M ont fui à l'intérieur de leur pays. Le cas d'Idlib, dernière enclave des diverses oppositions anti-Bachar al-Assad, est caractéristique : de 157 500 habitants avant 2011, la population est passée à 3-3,5 M dont 70 000 combattants. De même, un Soudanais sur trois est dans la même situation, dont 2 M à l'intérieur du pays.

Même lorsque les déplacements internes ne débouchent pas sur des migrations internationales, comme en Colombie (7,7 M) ou au Yémen (2 M), les motifs de départ et les besoins sont semblables à ceux des réfugiés. Fin 2017, selon le Haut Comité aux réfugiés (HCR), il y avait 19,9 M de réfugiés dans le monde auxquels il convient d'ajouter 5,4 M de réfugiés palestiniens au Moyen-Orient, dont le statut de réfugié se transmet d'une génération à l'autre. Si l'on prend en compte, les 3,1 M de demandeurs d'asile en attente d'une décision dans les pays industrialisés, la population des réfugiés ne représente que moins de 10 % des migrants internationaux, dont le nombre est passé de 173 M en 2000 à 220 M en 2010 et 258 M en 2017, soit 3,4 % de la population mondiale, contre 2,8 % en 2000. D'où l'urgence d'assurer une gestion mondiale des migrants, dont seuls quelques éléments ont été mis en place (comme l'Accord de mars 2016 conçu par l'Allemagne avec la Turquie au nom de l'Europe qui comprend le versement de 6 Mds d'euros



pour le maintien sur son territoire de réfugiés syriens). À ces sources géopolitiques des migrations s'ajoutent celles produites par les catastrophes naturelles, qui en 2017 ont été à l'origine de 18,8 M de déplacés. Mais les migrants climatiques sont-ils des « réfugiés » ?

Tous ces faits, écrit Catherine WIHTOL DE WENDEN, ont fait peu à peu émerger une gouvernance mondiale de l'immigration, dont les débuts ne remontent qu'au milieu des années 1990 alors que le problème avait fait irruption en France sur la scène politique dès 1983, avec l'élection municipale de Dreux où le FN étant arrivé au second tour, le RPR local l'avait intégré à sa liste pour gagner face à la candidate de l'Union de gauche. Pour le moment, le seul droit universel à la mobilité, énoncé et mis en œuvre, concerne les réfugiés : c'est la Convention de Genève de 1951 sur le droit d'asile. Des enjeux cruciaux, comme les apatrides, les morts aux frontières, les camps et les murs, le maintien en situation irrégulière de millions de migrants, la non-reconnaissance du statut de déplacés environnementaux sont autant d'indice de la vision exclusivement sécuritaire, de la gestion à court terme du phénomène migratoire et de l'absence de la prise en compte du bon usage de l'opportunité de la mobilité humaine. Après tout 20 % du corps médical aux États-Unis et en Grande-Bretagne est originaire de l'Inde, comme l'a été Nicky Haley (née Nimrata Randhawa à Bamberg, Caroline du Sud) l'ambassadrice de Trump auprès de l'ONU. Il restera à évaluer, en son temps, les effets du Pacte mondial sur l'immigration et l'asile adopté en septembre 2016 par l'Assemblée générale des Nations unies qui a cherché à rendre juridiquement et moralement contraignantes les dispositions relatives aux migrations et à l'asile tendant à bien gérer et sécuriser les parcours de mobilité.

## **Enjeux économiques, commerciaux, climatiques**

Dix ans après la crise économique de 2007-2008, on pouvait espérer que l'économie mondiale, qui avait subi d'importantes modifications structurelles, était sortie d'affaire et que la croissance mondiale allait reprendre des couleurs. Le Fonds monétaire international (FMI) a ainsi relevé son évaluation de la croissance mondiale de 3,5 % à 3,8 % en 2017, et prévoyait 3,9 % en 2018 mais, depuis l'été 2018, ces prévisions ont été abaissées de 0,3 à 0,4 %. En effet, aux causes proprement économiques (tendance incertaine des gains de productivité, faiblesse structurelle de l'inflation, fuite en avant de l'endettement, normalisation des politiques monétaires à peine entamée...) sont venus s'adjoindre une série de chocs de nature plus géopolitiques qu'économiques : accentuation de la guerre commerciale, sévères sanctions américaines contre l'Iran se traduisant par une montée des cours du baril qui, à 84 \$, a atteint son plus haut niveau depuis l'été 2014, situation calamiteuse du Venezuela qui s'est traduite par une diminution de la production d'un million de barils/jour...

En somme, comme l'indique Sébastien JEAN (directeur du Centre d'études prospectives et d'informations internationales, CEPII) dans *L'économie mondiale 2019*, l'économie mondiale va bien, pas la mondialisation. Pourtant, ajoute-t-il, on ne doit pas voir dans les tensions commerciales actuelles une déconstruction de la mondialisation : le progrès technique ne reviendra pas en arrière et un retrait massif de la division internationale du travail coûterait trop cher pour ne pas susciter des résistances multiples et des stratégies d'adaptation, de la part des États, comme des entreprises. Les interdépendances économiques semblent donc peu susceptibles de retomber massivement à l'échelle mondiale. En revanche, cette période de tensions multiples peut durer et produire des effets cumulatifs. Car, aux foudres de Trump, s'ajoutent les incertitudes d'un *Brexit* sans accord, d'une zone euro en crise existentielle – autre article de *L'économie mondiale 2019* –, ainsi qu'une situation difficile dans les pays émergents (Brésil, Turquie, Argentine), alors que l'Afrique subsaharienne, promue comme le prochain eldorado n'a pas achevé la plupart de ses transitions, à commencer par la démographique. Comment cette région, la plus jeune du monde (près d'un quart de la population mondiale en 2050, soit 2,1 Mds d'habitants, avec une fourchette haute de 2,4 Mds), tracera une trajectoire résiliente et sobre en carbone, gèrera ses mobilités, tout en échappant au piège de la dette dans lequel elle succombe à nouveau ?



La Découverte, 2018,  
128 pages

| PIB courant<br>en milliards de \$ | PIB à Parité de pouvoir<br>d'achat (PPA)<br>en milliards de \$ | Population<br>en millions d'habitants | PIB/habitant<br>en milliers de \$ |
|-----------------------------------|--|---------------------------------------|-----------------------------------|
| 80 330                            | 119 157  | 7 527                                 | 15 432                            |

Économie mondiale

### **La guerre commerciale aura-t-elle lieu ?**

Sylvie MATELLE, dans *L'Année stratégique 2019*, pose la question, mais hésite à y apporter une réponse tranchée. Il est vrai qu'au début de l'été, les perspectives économiques mondiales (3,8 % de croissance, qui « devait » se maintenir en 2018 et 2019) paraissaient encore roses. Depuis, le FMI ou l'OCDE ont baissé leurs prévisions à 3,5-3,6 % en raison tant de la discorde commerciale en plein développement, des conséquences de la dénonciation du *JCPOA* (Accord de Vienne sur le nucléaire iranien) par les États-Unis qui ont propulsé le prix du baril au-dessus des 80 \$ pour la première fois depuis l'automne 2014, que des menaces



cyber, ou encore à long terme des innovations technologiques liées à l'exploitation du *Big Data* et de l'Intelligence artificielle (IA) dont il est difficile de mesurer l'impact sur les systèmes économiques. La guerre commerciale, comme la politique budgétaire de l'actuelle administration américaine, fait peser des risques économiques importants. Mais, estime Thierry DE MONTBRIAL, une guerre commerciale à outrance pourrait aisément déborder le domaine douanier ou le domaine monétaire (dévaluations compétitives) pour se muer en guerre des capitaux (la Chine pourrait cesser d'acheter des bons du Trésor américain ou les vendre comme vient de le faire la Russie à hauteur de 70 Mds \$). Dans sa croisade anti-multilatéralisme, Donald Trump s'en prend au gendarme – l'OMC –, au bord de la paralysie du fait du blocage par les États-Unis du renouvellement des juges de son organe d'appel, l'ORD (Organe de règlement des différends) : au nombre de 7 ordinairement mais actuellement réduit à 3. Pourtant, les partenaires des États-Unis ne sont pas restés inertes. Le Japon est sorti de sa réserve et a pris l'initiative, ce qui a permis l'adoption, à l'automne 2017, du nouvel accord, dit *CPTPP (Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership)* qui témoigne d'un haut niveau d'ambition et couvre des domaines très divers (environnement, droit du travail, commerce électronique). De son côté, l'UE, outre son accord avec le Japon, a conclu l'Accord économique et commercial avec le Canada (*CETA*), entré provisoirement en vigueur, le 21 septembre 2017.

*Ramses* consacre un article détaillé aux crypto-monnaies, dont le montant ne représentait, en mai 2018, que 0,4 % du PIB mondial mais dont l'extrême volatilité était préoccupante. Il se penche aussi de manière détaillée sur la menace du champ cyber, qui ne revêt pas une seule dimension économique (cybercriminalité, sabotage informatique...) mais pose d'abord des questions de sécurité. Désormais, la plupart des crises internationales et des conflits inter- ou intra-étatiques ont une dimension cyber. Une chaîne informelle, ambiguë et plus ou moins dissimulée relie *hackers*, entités criminelles et États. Le fait nouveau est que, pour la première fois, des acteurs non-étatiques peuvent disposer d'une influence mondiale au moyen d'actes de piratage informatique. La suprématie des acteurs étatiques est, dans le domaine cyber, battue en brèche.

L'arme économique comme instrument de puissance : Guillaume DEVIN, dans *Sociologie des relations internationales*, consacre 8 pages à cette question, qui n'a jamais quitté le devant de la scène, citant David Baldwin (1985) qui a dénombré une trentaine de mesures ressortissant à l'arme économique (*boycott*, discrimination tarifaire, instauration de quotas, gel des avoirs, suspension de l'aide...). Il semble que Donald Trump soit en passe de devenir un orfèvre en la matière

Économie  
mondiale  
Économie  
mondiale

La Découverte, 2018,  
128 pages

les ayant presque tous mis en œuvre, à l'encontre du Pakistan, de la Russie, de la Chine ou de ses alliés (Japon, Corée du Sud, UE...).

### **Climat : que reste-t-il de l'Accord de Paris ?**

*Ramses* pose cette question, alors qu'après trois années de relative stabilité, les émissions de Gaz à effet de serre (GES) ont repris leur progression en 2017, de 1,7 %. Certes, les énergies renouvelables ont connu un développement fulgurant, ayant représenté 61 % des nouvelles capacités de production d'électricité mises en service en 2017, mais elles ne couvrent pas plus de 12,1 % de la consommation mondiale d'électricité. Le *Grand Atlas 2019* consacre à ce thème son dossier principal au changement climatique : « la lutte continue » sans l'Amérique. En juin 2017, 145 États avaient ratifié l'Accord de Paris du 12 décembre 2015 (*COP21*), représentant 83,54 % des émissions mondiales de GES.

Certes, le retrait des États-Unis ne sera pas sans effet à terme, mais bien des villes et des États poursuivent leurs efforts vers les énergies nouvelles, comme en Californie où leur part a atteint 67,2 % de la consommation énergétique et cible les 100 % en 2045. Car le changement climatique est bien une réalité tangible : on constate une élévation moyenne de 0,74 °C en un siècle, les catastrophes extrêmes se réopèrent et le nombre de morts augmente. Tensions sur l'eau, comme autour du bassin du Nil qui couvre 10 % de la superficie du continent africain et dont dépendent 250 millions de personnes. Quant aux océans (71 % de la surface du Globe, pour un volume de 1,320 Mds de km<sup>3</sup>), plus grande réserve et masse biologique du monde, les voici menacés comme jamais, du fait des pollutions de toute nature, de l'augmentation du trafic maritime et de la surexploitation des ressources halieutiques.

Ce thème est abordé dans *L'année stratégique 2019* qui indique que, dans l'attente du prochain rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui paraîtra fin 2018, les signes du réchauffement se sont multipliés, et leur corollaire d'intempéries et de catastrophes, sans parler de l'impact sur la santé – un élément de plus en plus pris en compte par les experts. D'ores et déjà, la moyenne de la température du globe a dépassé de 1,2 °C la moyenne observée entre 1880 et 1900, c'est dire que la Planète s'approche dangereusement du seuil de 1,5 °C. Le XXI<sup>e</sup> siècle compte désormais 16 des 17 années les plus chaudes jamais mesurées et 2016 marque la 40<sup>e</sup> année consécutive depuis 1977 avec une température moyenne du XX<sup>e</sup> siècle.

La *COP24*, du 3 au 14 décembre 2018 à Katowice (Pologne), sera la véritable épreuve de vérité, puisqu'il s'agira de s'entendre sur les règles de mise en œuvre de l'Accord de Paris. Pour relancer la dynamique, l'UE s'est engagée à revoir, dès 2019, sa feuille de route énergétique en intégrant la neutralité carbone dès 2050.



\*

\*\*

Migrations internationales et changement climatique, guerre commerciale et lutte pour la suprématie, imbroglio proche-oriental et marché pétrolier, combinaisons et configurations diplomatiques, mettant aux prises les mêmes puissances, États-Unis, Russie, Chine, Europe, Japon, l'ordre international établi en 1945 subit des secousses d'une rare intensité, sans qu'il n'en soit en réalité ébranlé. Son principal défi est d'y intégrer les puissances émergentes, (Inde, Brésil), comme de mieux articuler ordre global et les différents ordres régionaux. ♦